

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## LE CANADA ET L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre au sujet de sa déclaration d'il y a quelques semaines, à la Jamaïque, suivant laquelle le gouvernement du Canada étudierait sérieusement une invitation officielle à devenir membre de l'Organisation des États américains. Le premier ministre ayant déclaré à Banff, il y a quelques mois, que le Canada devrait devenir membre de l'OEA avant longtemps, j'aimerais lui demander ceci: si l'invitation lui en est faite, le gouvernement deviendra-t-il membre de l'OEA?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, au cours de mes entretiens avec les premiers ministres des deux pays dont parle mon ami, cette question a été abordée, mais quant à l'énoncé de la politique et de l'attitude du Canada à l'égard de l'adhésion à l'Organisation des États américains je n'ai rien ajouté aux déclarations antérieures, sauf pour indiquer aux deux premiers ministres qu'il serait peut-être utile aux trois pays, le Canada, la Jamaïque et Trinidad-Tobago, d'échanger des renseignements et, si possible, de s'efforcer d'agir de concert s'ils étaient invités à adhérer à cette Organisation.

**M. Douglas:** Question supplémentaire. Le premier ministre donnerait-il à la Chambre l'assurance que le gouvernement canadien, avant de s'engager à cet égard, saisira le Parlement de la question?

**Le très hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, je pense aussi qu'une question d'une telle importance doit être discutée à la Chambre avant que le gouvernement prenne une décision définitive.

**M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich):** J'ai une question supplémentaire. Le premier ministre peut-il nous assurer que cette question sera soumise au comité des Affaires extérieures avant que le gouvernement prenne une décision définitive?

**Le très hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, j'aime à croire que le comité des Affaires extérieures s'intéressera aussi à cette question et aura l'occasion d'en discuter. En ce qui a trait à ma réponse, c'est une question qui fait partie des responsabilités du gouvernement vis-à-vis de la Chambre des communes. J'ai déjà dit que la question sera discutée à la Chambre avant la décision finale.

[Français]

## RADIO-CANADA

## RADIO ET TÉLÉVISION FRANÇAISES DANS L'OUEST CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Depuis quelques années, nous avons réclamé à maintes reprises l'établissement d'un service de radio et de télévision français dans l'Ouest du Canada, c'est-à-dire au-delà des Rocheuses.

L'honorable secrétaire d'État est-elle en mesure aujourd'hui de nous dire si oui ou non un tel service sera donné à notre population, ou à nos populations de la Colombie-Britannique et de l'Alberta en ce qui concerne la télévision et la radio d'État?

**L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État):** Non, monsieur l'Orateur, aujourd'hui je ne puis dire oui ou non.

[Traduction]

## LA RADIODIFFUSION

## ÉTUDE PAR UN COMITÉ DE LA CHAMBRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. R. N. Thompson (Red-Deer):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au secrétaire d'État. L'honorable représentante pourrait-elle nous dire si le gouvernement compte établir un comité de la radiodiffusion en vue de permettre l'étude du rapport Fowler et plus précisément du besoin pressant de mesures législatives en matière de radiodiffusion?

**L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement étudie la question. Tous les députés conviendront, j'en suis sûre, que la radiodiffusion revêt tant d'importance pour les Canadiens qu'il y aurait avantage à faire étudier la question de nouveau par un comité de la Chambre.

## LES FINANCES

## RESTRICTIONS SUR L'EXPLOITATION, AU CANADA, DE FILIALES DE SOCIÉTÉS AMÉRICAINES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Lorsque, le 6 décembre dernier, il a fait une déclaration pour approuver les principes directeurs établis par le gouvernement américain concernant l'exploitation de filiales américaines au Canada, savait-il que l'application de cer